

**« Le Parti socialiste moderne a été créé  
par François Mitterrand. »**

*Je suis pour la vocation majoritaire de ce parti.  
Je souhaite que ce parti prenne le pouvoir...  
Déjà le péché d'électorisme! Je commence mal (...).  
La vocation groupusculaire n'est pas la mienne.*

François Mitterrand, discours au congrès d'Épinay,  
13 juin 1971

L'affirmation demande à être nuancée. François Mitterrand, au congrès d'Épinay en juin 1971, prend la tête d'un Parti socialiste déjà en voie de rénovation depuis 1969, la SFIO cédant alors déjà la place à un Nouveau Parti socialiste. Le congrès d'Épinay s'inscrit donc dans une histoire longue. Mais en même temps, il est vrai, l'accession de François Mitterrand à la tête d'un parti encore élargi change la donne, même si les contemporains n'en ont pas immédiatement conscience. Ce sont les événements ultérieurs qui octroient en fait son sens à cette « prise de pouvoir » et font mieux apparaître ce que comporte de continuités et de ruptures le congrès d'Épinay.

Depuis 1958 et l'installation de la V<sup>e</sup> République, trois questions se sont posées à une gauche émietlée et affaiblie, et tout particulièrement aux socialistes. Faut-il accepter les institutions nouvelles? Comment réunir une gauche divisée, avec un parti communiste dominant? Comment rassembler, enfin, les socialistes dispersés à la SFIO, au PSU et dans des clubs politiques créés après 1958? Les années qui séparent le référendum de 1962 sur l'élection du président de

la République au suffrage universel du congrès d'Épinay voient la confrontation de stratégies (et de tactiques) différentes. Le congrès d'Épinay est le point d'orgue de ce débat.

Guy Mollet tient avant tout à revenir à une lecture et à une pratique parlementaire de la Constitution. Cela explique ses hésitations, la tentation qui est la sienne d'accepter, en 1965, l'éventualité d'une candidature d'Antoine Pinay, personnalité de la droite libérale, et l'appel à voter Alain Poher pour le deuxième tour de l'élection présidentielle en 1969. Cependant, à deux reprises, en 1965 et 1969, il est conduit à soutenir deux candidats qui se sont imposés à la majorité de la SFIO, François Mitterrand, de l'extérieur, et Gaston Defferre, de l'intérieur. En même temps, les effets du mode de scrutin majoritaire pour les élections législatives amènent la SFIO à opérer, en 1962, un rapprochement électoral avec le parti communiste, qui cherche à sortir de son isolement, dans une période de « détente » internationale. Guy Mollet choisit d'approfondir cette voie en mettant en œuvre un « dialogue idéologique » avec les communistes pour réduire les oppositions. La cohérence d'ensemble est pour le moins problématique.

En revanche, Gaston Defferre et François Mitterrand partent de la donnée nouvelle que représente l'élection présidentielle au suffrage universel. Mais ils en tirent deux stratégies différentes. Gaston Defferre veut construire une coalition de centre gauche avec la SFIO, le Parti radical et les démocrates-chrétiens pour obtenir ensuite un soutien communiste au second tour. En 1964, préalablement à l'élection présidentielle, il tente de construire une « grande fédération » mais celle-ci, face aux réticences du Mouvement républicain populaire et à l'opposition de Guy Mollet, est mort-née. En 1969, la sanction

électorale – un peu plus de 5 % des voix – malgré le renfort de Pierre Mendès France, ruine cette stratégie.

François Mitterrand pense au contraire qu'il faut d'abord rassembler la gauche, communistes compris, pour élargir ensuite une majorité politique reflétant la majorité sociologique des salariés dans une société en profonde mutation. Il a la conviction que la logique majoritaire portée par les institutions condamne le centre comme force politique autonome. Les résultats de l'élection présidentielle de 1965 lui permettent de concrétiser cette stratégie, avec d'abord: 1) la constitution de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), regroupant la SFIO, la Convention des institutions républicaines (un regroupement de clubs autour de François Mitterrand), le Parti radical; 2) la définition d'un accord électoral avec le parti communiste en décembre 1966, et enfin le succès des élections législatives de 1967 (la droite ne gardant la majorité que d'un siège).

Demeure la question de l'unité des socialistes. La FGDS est un cartel d'organisations qui vit par son groupe parlementaire. Une fusion est envisagée pour 1969. Les événements de Mai 68 bousculent ce jeu politique. Ils divisent à nouveau la gauche, font éclater la FGDS qui est passée à côté du mouvement, conduisent à une grave défaite électorale pour la gauche. Il n'est donc pas étonnant que les différentes stratégies en présence reprennent vie. Mais l'élection présidentielle de 1969 montre qu'il n'y a guère d'alternative à la voie de l'union de la gauche. Ni Gaston Defferre ni le PSU, avec la candidature de Michel Rocard, ne montrent la capacité d'engager un mouvement majoritaire.

La gauche paraît dans l'impasse. Pourtant, un processus d'unification commence à se mettre en place.

Au congrès d'Alfortville en mai 1969, les amis d'Alain Savary ont rejoint la SFIO, et les bases d'un nouveau parti sont posées à Issy-les-Moulineaux en juillet, avec cette fois l'arrivée du club de Jean Poperen. À ce congrès, la SFIO laisse la place à un Nouveau Parti socialiste qui porte à sa tête Alain Savary au détriment de Pierre Mauroy. Mais l'appareil du parti demeure aux mains de Guy Mollet et de ses amis – ce qui mécontente Gaston Defferre et Pierre Mauroy et inquiète une nouvelle tendance de gauche, le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (CERES), autour de Jean-Pierre Chevènement. Le Nouveau Parti socialiste souhaite l'union avec les communistes mais fait du « dialogue idéologique » un préalable et maintient un grand nombre d'alliances centristes dans les municipalités. Surtout, il laisse à l'écart François Mitterrand, alors que l'échec de 1969 rehausse la légitimité acquise en 1965.

Les deux années suivantes sont occupées par de difficiles négociations pour poursuivre le rassemblement. Presque tout le monde se veut idéologiquement à gauche. Mais il faut déterminer le caractère de la stratégie d'union et, en même temps, fixer la répartition des responsabilités. Un congrès est convoqué à Épinay du 11 au 13 juin 1971. Pour dénouer les fils des contradictions, François Mitterrand forge une coalition entre toutes les tendances hostiles à la majorité de l'ancienne SFIO allant, pour ce qui passe alors pour la droite du parti, de Gaston Defferre et Pierre Mauroy, à la gauche, le CERES. Cette habileté tactique permet une courte victoire : la motion finale de François Mitterrand l'emporte par 51,2 % des mandats contre 48,8 % à un texte d'Alain Savary.

Les instances nouvelles, le comité directeur et le bureau exécutif, sont composées à la proportionnelle

du vote des motions, mais le nouveau secrétariat national ne comprend que des représentants des courants majoritaires.

Les jeux tactiques ne doivent pas masquer ce qui est la nouveauté dans la « refondation » d'Épinay. Ce n'est pas dans l'idéologie qu'il faut la chercher : tous, à Épinay, affichent une « volonté de rupture avec le capitalisme », bien dans l'air du temps de l'après 68. Mais ce qui est nouveau, c'est à la fois une conception « froide » de l'union avec le parti communiste, privilégiant la négociation d'un programme de gouvernement, laissant de côté les préoccupations doctrinales, et une volonté de construire un parti militant certes mais tourné vers la conquête du pouvoir, en acceptant les institutions de la V<sup>e</sup> République, avec la « présidentialisation » qu'elles entraînent. Le talent de François Mitterrand est de concilier le « vieux » et le « neuf » par sa direction (et sur sa personne), le parti militant et le parti présidentiel. Le paradoxe d'Épinay – qui apparaît avec les années – n'est pas d'avoir refusé un révisionnisme doctrinal mais d'avoir accepté le révisionnisme institutionnel. Cette ambiguïté féconde est au principe du nouveau cycle politique qui s'ouvre alors.